

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 42

**Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts  
et modifiant d'autres dispositions législatives**

---

Première lecture . . . . .

Deuxième lecture . . . . .

Troisième lecture . . . . .

---

PRÉSENTÉ

Par M. JACQUES PARIZEAU

Ministre du revenu

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 9



## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi donne suite au Discours sur le budget du 27 mars 1979 et contient la plupart des mesures annoncées concernant la Loi sur les impôts, sauf celles relatives aux régimes d'épargne-actions qui ont fait l'objet du projet de loi no 8. Ces mesures concernent notamment l'indexation des exemptions personnelles, le traitement des régimes matrimoniaux, les frais de garde d'enfants, la déduction pour intérêts et dividendes, la refonte de la taxe sur le capital des corporations, l'abolition de la taxe sur les places d'affaires et sur les corporations inopérantes et l'abolition de la surtaxe de un tiers de un pour cent du capital versé supérieur à un million de dollars des corporations de téléphonie.*

*Ce projet contient en outre certaines mesures qui n'ont pas été annoncées précédemment.*

*Il contient d'abord certaines modifications de concordance avec la loi fédérale concernant la Loi sur les impôts et la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts pour étendre l'application des règles de roulement à certains transferts de biens en faveur de certaines personnes.*

*Il contient ensuite d'autres modifications à la Loi sur les impôts pour réduire ou limiter certaines pénalités, exempter de la retenue à la source les ristournes versées à des corporations, prolonger d'une année le délai pendant lequel certains frais canadiens d'exploration peuvent être engagés et prévoir de nouvelles exemptions concernant l'impôt sur les dons et la réduction de cet impôt dans certains cas.*

*Il contient aussi des modifications à la Loi sur les droits successoraux pour prévoir une exception à la règle stipulant qu'un bien est réputé transmis en raison d'un décès dans certains cas et pour étendre le pouvoir de réglementation du gouvernement à certaines fins.*

*Il contient en outre des modifications à la Loi des droits sur les transferts de terrains pour tenir compte de l'application*

*de la Loi sur la protection du territoire agricole sanctionnée le 22 décembre 1978; en vertu de ces modifications, le paiement des droits ne pourra plus être différé dans certains cas et un cessionnaire pourra parfois être relevé de certains engagements.*

*Il contient enfin une disposition prévoyant l'abrogation de la Loi du pourcentage sur les honoraires de certains officiers publics qui est maintenant inopérante.*

## Projet de loi n° 42

Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts  
et modifiant d'autres dispositions législatives

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** 1. L'article 1 de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 23), modifié par l'article 31 du chapitre 26 des lois de 1972, l'article 1 des chapitres 17 et 18 des lois de 1973, l'article 1 des chapitres 21 et 22 des lois de 1975, l'article 1 du chapitre 26 des lois de 1977, l'article 1 du chapitre 26 des lois de 1978 et l'article 1 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 14*) des lois de 1979, est de nouveau modifié par le remplacement de la définition de l'expression «établissement» par la suivante:

««établissement» a le sens que lui donnent les articles 11a à 11f;».

2. Le présent article s'applique à toute année d'imposition qui débute après le jour de la sanction de la présente loi.

**2.** 1. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 2, du suivant:

«**2a.** Dans la présente loi et les règlements, sauf dispositions inconciliables, lorsque la propriété d'un bien est indéterminée en raison d'un régime matrimonial, les règles suivantes s'appliquent:

a) lorsque ce bien était, immédiatement avant la formation de ce régime, la propriété d'un conjoint soumis à ce régime, ce bien est réputé demeurer la propriété de ce conjoint; et

b) dans les autres cas, ce bien est réputé être la propriété du conjoint qui administre ce bien en vertu de ce régime.»

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes.

**3.** 1. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 11*e*, du suivant:

«**11f.** Lorsque dans une année d'imposition une corporation qui ne réside pas au Canada exploite une mine, produit, transforme, conserve, emballe ou construit, en tout ou en partie, un bien ou produit ou présente au public un spectacle, elle est réputée avoir un établissement à l'endroit, au Canada, où elle exerce l'une ou l'autre de ces activités.»

2. Le présent article s'applique à toute année d'imposition qui débute après le jour de la sanction de la présente loi.

**4.** 1. L'article 58*a* de ladite loi, édicté par l'article 8 du chapitre 26 des lois de 1978, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Il ne peut déduire non plus les montants qu'il dépense dans l'année à titre de frais de location d'une telle automobile, dans la mesure où ces montants excèdent soit le moindre de \$650 ou d'un cinquième de l'excédent de ces frais sur la partie de ces frais qui est raisonnablement attribuable au coût de l'assurance contre la perte, les dommages ou la responsabilité à l'égard de cette automobile, lorsque ces frais sont engagés par suite d'un contrat conclu après le 18 avril 1978, soit un cinquième de ce dernier excédent, dans les autres cas.»

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes.

**5.** 1. L'article 62 de ladite loi, modifié par l'article 9 du chapitre 26 des lois de 1978, est de nouveau modifié par le remplacement des paragraphes *d* et *e* par les suivants:

«*d*) cotisation annuelle à un comité paritaire si ce paiement est requis en vertu de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus, 1964, chapitre 143);

«*e*) cotisation annuelle à l'Office de la construction du Québec conformément à la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (1968, chapitre 45); ou

«*f*) cotisation annuelle à une association de salariés reconnue par le ministre comme ayant pour objets principaux l'étude, la sauvegarde et le développement des intérêts économiques de ses membres, à la condition toutefois que le particulier ne déduise aucun montant pour l'année en vertu des paragraphes *b* à *e*.»

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes.

**6.** 1. L'article 65 de ladite loi, modifié par l'article 1 du chapitre 18 des lois de 1976, est remplacé par le suivant:

«**65.** La déduction permise à un particulier par le paragraphe *c* de l'article 64 ne doit pas excéder:

*a*) à l'égard des services que le particulier a rendus dans l'année, les montants que son employeur retient de sa rémunération en vertu du régime ou que le particulier verse en vertu du régime comme partie de ses cotisations pour l'année à titre de membre d'une association de salariés au sens du Code du travail, jusqu'à concurrence de \$5,500;

*b*) à l'égard des services que le particulier a rendus antérieurement à l'année, pour les années où il ne versait pas de contribution au régime, les montants que le particulier verse à leur égard dans l'année dans la mesure où ils ne sont pas admissibles en déduction au cours de l'année précédente en vertu du paragraphe *c* de l'article 309, jusqu'à concurrence du moindre des montants suivants:

i. \$5,500;

ii. la partie de ces montants qui n'excède pas le produit obtenu en multipliant \$5,500 par le nombre de ces années antérieures diminué des montants déduits dans les années antérieures en vertu du présent paragraphe; ou

*c*) à l'égard des services que le particulier a rendus antérieurement à l'année, alors qu'il versait des contributions au régime, les montants que le particulier verse dans l'année, sans dépasser \$5,500, à l'égard de ces années antérieures, dans la mesure où ils ne sont pas admissibles en déduction au cours de l'année précédente en vertu du paragraphe *c* de l'article 309, moins tout montant déduit dans l'année en vertu des paragraphes *a* et *b*.»

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes.

**7.** 1. L'article 66 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 18 des lois de 1976, est remplacé par le suivant:

«**66.** Le maximum de \$5,500 prévu aux paragraphes *a*, *b* ou *c* de l'article 65 s'applique, à l'égard de chacun de ces paragraphes, à l'ensemble des contributions qu'il vise, quel que soit le nombre de régimes auxquels l'employé a contribué.»

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes.

**8.** 1. L'article 122a de ladite loi, édicté par l'article 34 du chapitre 26 des lois de 1978, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Il ne peut déduire non plus les montants qu'il débourse ou dépense dans l'année à titre de frais de location d'une telle automobile, dans la mesure où ces montants excèdent soit le moindre de \$650 ou d'un cinquième de l'excédent de ces frais sur la partie de ces frais qui est raisonnablement attribuable au coût de l'assurance contre la perte, les dommages ou la responsabilité à l'égard de cette automobile, lorsque ces frais sont engagés par suite d'un contrat conclu après le 18 avril 1978, soit un cinquième de ce dernier excédent, dans les autres cas.»

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes.

**9.** 1. L'article 126 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 18 des lois de 1976, est de nouveau modifié par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par les suivants:

«Lorsque le montant payé se décompose en parties dont chacune s'identifie à un employé, le montant admissible en déduction à l'égard d'un tel employé est le moindre du montant de cette partie ou \$5,500.

Si cette identification n'est pas possible, le montant admissible en déduction est le moindre du montant ainsi payé ou du montant fixé en la manière prescrite, sans excéder le montant obtenu en multipliant \$5,500 par le nombre d'employés du contribuable à l'égard desquels le contribuable a effectué le paiement.»

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes.

**10.** 1. L'article 320 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 18 des lois de 1976, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Ces frais n'incluent cependant pas les dépenses encourues dans l'année pour l'hébergement dans un pensionnat ou une colonie de vacances dans la mesure où elles excèdent au total \$45 par semaine par enfant, ni les frais médicaux visés aux articles 537 à 541 ou autres soins médicaux ou d'hospitalisation, ni l'habillement, le transport, ou les frais d'éducation, de pension ou de logement autres que ceux prévus au présent article.»

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes.

**11.** 1. L'article 321 de ladite loi, modifié par l'article 5 du chapitre 18 des lois de 1976, est remplacé par le suivant:



«**321.** Lorsque le particulier est une femme, les frais prévus à l'article 320 ne doivent pas excéder le moins élevé de \$6,000, des deux tiers de son revenu gagné dans l'année ou du produit de la multiplication de \$2,000 par le nombre d'enfants qui font l'objet de ces frais.

Cependant, lorsque le particulier est l'épouse décrite aux paragraphes *b* ou *c* de l'article 323, les frais prévus à l'article 320 ne doivent pas excéder le moins élevé des montants suivants:

*a)* \$6,000, moins le montant admissible en déduction en vertu de l'article 322 dans le calcul du revenu de son conjoint pour l'année;

*b)* les deux tiers de son revenu gagné pour l'année; ou

*c)* l'excédent du produit de la multiplication de \$2,000 par le nombre d'enfants qui font l'objet de ces frais sur le montant admissible en déduction en vertu de l'article 322 dans le calcul du revenu de son conjoint pour l'année.»

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes.

**12.** 1. L'article 322 de ladite loi, modifié par l'article 12 du chapitre 21 des lois de 1975 et l'article 6 du chapitre 18 des lois de 1976, est remplacé par le suivant:

«**322.** Lorsque le particulier est un homme, les frais prévus à l'article 320 ne doivent pas excéder le moins élevé des montants suivants:

*a)* le moindre de \$6,000 pour l'année ou d'un montant égal à \$45 par semaine pour chaque enfant qui fait l'objet de ces frais jusqu'à concurrence de \$180 par semaine, et cela pour chaque semaine de l'année pendant laquelle il n'était pas marié ou était séparé de son épouse en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent ou en vertu d'une entente écrite ou pendant laquelle son épouse était une personne décrite aux paragraphes *b* ou *c* de l'article 323;

*b)* les deux tiers de son revenu gagné dans l'année; ou

*c)* le produit de la multiplication de \$2,000 par le nombre d'enfants qui font l'objet de ces frais.»

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes.

**13.** 1. L'article 354*f* de ladite loi, remplacé par l'article 40 du chapitre 26 des lois de 1977 et modifié par l'article 69 du chapitre 26 des lois de 1978, est de nouveau modifié par le remplacement du sous-paragraphes *i* du paragraphe *a* par ce qui suit:

«i. de l'excédent de ses frais canadiens d'exploration engagés après le 25 mai 1976 et avant 1980 sur l'ensemble de tous les montants déduits en vertu du présent paragraphe pour une année d'imposition précédente, ou».

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une année d'imposition se terminant après le 25 mai 1976.

**14.** 1. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 364, du suivant:

«**364 a.** Aux fins de déterminer les biens visés aux articles 362c, 362e, 363, 363a ou 364 dont un particulier était propriétaire immédiatement avant son décès, lorsque des biens font l'objet d'un partage consécutif à la dissolution, en raison de ce décès, du régime matrimonial auquel ce particulier était alors soumis, il ne doit être tenu compte que des biens qui font partie de son patrimoine une fois ce partage fait.

Ce partage est réputé, aux fins des articles 370 et 371, être fait immédiatement avant le décès de ce particulier.»

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes.

**15.** 1. L'article 370 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**370.** Lorsqu'une immobilisation d'un contribuable est transférée, après 1978, à un cessionnaire visé dans le deuxième alinéa qui, comme lui, réside au Canada, le bien est réputé être aliéné par le contribuable et acquis par ce cessionnaire pour un montant égal au prix de base rajusté du bien immédiatement avant le transfert ou, s'il s'agit d'un bien amortissable, à la portion de la partie non amortie du coût en capital de tous les biens de la même catégorie représentée par le rapport entre la juste valeur marchande de ce bien, à ce moment, sur celle de l'ensemble de tous les biens de la même catégorie au même moment.

Le cessionnaire visé dans le premier alinéa est:

a) le conjoint du contribuable;

b) une fiducie créée par le contribuable, si le conjoint du contribuable a, en vertu de la fiducie, le droit exclusif d'en recevoir tous les revenus sa vie durant, et de recevoir ou autrement obtenir pendant cette période l'usage de quelque partie du revenu ou du capital de cette fiducie;

c) un ex-conjoint du contribuable, si ce transfert est effectué en règlement d'un droit découlant de leur mariage; ou

*d)* un particulier, si ce transfert est effectué à la suite d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent rendu en conformité avec les dispositions prescrites d'une loi d'une province canadienne et si ce particulier a conclu un accord écrit avec le contribuable conformément à ces dispositions ou si ce particulier est une personne prescrite en vertu de ces dispositions.»

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes.

**16.** 1. L'article 371 de ladite loi, modifié par l'article 35 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 14*) des lois de 1979, est remplacé par le suivant:

«**371.** Lorsque l'article 370 s'applique et que le coût en capital pour le contribuable d'un bien amortissable d'une catégorie prescrite excède le montant calculé conformément à cet article, les règles suivantes s'appliquent aux fins des articles 82 à 93, 119 et 119*a* et des règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 119 ou de l'article 119*a*:

*a)* le coût en capital de cette immobilisation pour le cessionnaire est réputé être le coût en capital de cette immobilisation pour le contribuable; et

*b)* l'excédent est réputé avoir été accordé au cessionnaire à l'égard de cette immobilisation aux termes des règlements faits en vertu du paragraphe *a* de l'article 119 dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition antérieures.»

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes.

**17.** 1. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 371, du suivant:

«**371 a.** Dans le présent chapitre, les mots «conjoint» et «ex-conjoint» incluent toute personne dont le mariage est annulé ou annulable, selon le cas.»

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes.

**18.** 1. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 372, du suivant:

«**372 a.** Aux fins du présent chapitre, lorsqu'un bien devient la propriété d'un particulier par suite de l'effet déclaratif d'un partage consécutif à la dissolution du régime matrimonial

auquel ce particulier était soumis et que ce particulier n'en était pas le propriétaire réputé en vertu de l'article 2a immédiatement avant cette dissolution, ce bien est réputé avoir été transféré à ce particulier par son conjoint immédiatement avant cette dissolution.»

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes.

**19.** 1. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 373, du suivant:

«**373 a.** Les articles 372 et 373 ne s'appliquent pas pendant la cessation de la vie commune des personnes y visées:

a) lorsque cette cessation résulte d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent ou d'une entente écrite de séparation; ou

b) à compter du dépôt, auprès d'un tribunal compétent, d'une requête en vue d'obtenir un arrêt, une ordonnance ou un jugement à cet effet, pourvu qu'un tel acte soit rendu par un tel tribunal dans un délai raisonnable.»

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes.

**20.** 1. L'article 406a de ladite loi, édicté par l'article 116 du chapitre 22 des lois de 1975, remplacé par l'article 62 du chapitre 26 des lois de 1977 et modifié par l'article 94 du chapitre 26 des lois de 1978, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe b par ce qui suit:

«b) de \$2,500.»

2. Le présent article s'applique à un choix dont la date ultime pour l'exercer est postérieure au 6 mai 1974.

**21.** 1. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 524a, du titre et des articles suivants:

## «TITRE I A

### «INDEXATION ANNUELLE DE CERTAINS MONTANTS

«**524 b.** Les montants suivants doivent être indexés annuellement de façon à ce que chacun de ces montants devant être utilisé pour une année d'imposition soit celui obtenu en ajoutant à ce montant celui obtenu en multipliant par le taux prescrit pour cette année le montant qui aurait été applicable pour cette année sans le présent article:

a) les montants de \$550, \$900, \$1,500, \$2,000, \$2,700 et \$3,600 mentionnés dans l'article 525;

b) le montant de \$1,500 mentionné dans les articles 543 et 543*b*;

c) le montant de \$3,600 mentionné dans les articles 544*a* et 570;

d) les montants de \$2,550 et \$2,900 mentionnés dans l'article 565.

«**524c.** Le montant de \$1,000 mentionné dans les paragraphes *a* et *b* de l'article 525 doit être indexé annuellement de façon à ce que le montant devant être utilisé pour une année d'imposition soit l'excédent de:

a) l'ensemble de \$100 et du montant de \$3,600 mentionné dans l'article 525 et indexé pour l'année conformément à l'article 524*b*; sur

b) le montant de \$2,700 mentionné dans l'article 525 et indexé pour l'année conformément à l'article 524*b*.

«**524d.** Lorsqu'un des montants visés dans les paragraphes *a* à *d* de l'article 524*b* n'est pas un multiple de dix dollars une fois qu'il a été indexé conformément à cet article, il doit être rajusté au plus proche multiple de dix dollars ou, s'il est un multiple de cinq dollars, au plus proche multiple de dix dollars supérieur.»

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1980 et aux années d'imposition subséquentes.

**22.** 1. L'article 531*a* de ladite loi, édicté par l'article 18 du chapitre 21 des lois de 1975 et remplacé par l'article 195 du chapitre 22 des lois de 1975 et l'article 80 du chapitre 26 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**531a.** Un particulier autre qu'une fiducie qui n'est pas une fiducie testamentaire, au sens de l'article 509, peut déduire, jusqu'à concurrence de \$1,000, l'excédent pour l'année de l'ensemble de l'intérêt inclus dans le calcul de son revenu et de ses dividendes majorés sur l'ensemble de chaque montant déduit dans ce calcul à titre d'intérêt.»

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes.

**23.** 1. L'article 570 de ladite loi, modifié par l'article 210 du chapitre 22 des lois de 1975, l'article 1 du chapitre 17 des lois de 1976 et l'article 136 du chapitre 26 des lois de 1978, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) le revenu d'un particulier pour une année visée dans l'article 567 est réputé ne pas être inférieur à l'ensemble de \$100 et du montant de \$3,600 mentionné dans l'article 525;».

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1980 et aux années d'imposition subséquentes.

**24.** L'article 602 de ladite loi, modifié par l'article 92 du chapitre 17 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le remplacement de la partie qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

«**602.** Le contribuable doit retenir de tout paiement qu'il fait à titre de ristourne à un particulier un montant égal à 10 pour cent du moins élevé des deux montants suivants:».

**25.** 1. L'article 662 de ladite loi, modifié par l'article 63 du chapitre 26 des lois de 1972 et l'article 14 du chapitre 18 des lois de 1976, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *b* du deuxième alinéa par le suivant:

«*b*) \$5,500, moins le montant qu'il peut déduire à l'égard de cet employé pour l'année en vertu de l'article 126; ou».

2. Le présent article s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes.

**26.** 1. L'article 769 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**769.** Quiconque omet de faire une déclaration fiscale dans la forme prescrite et dans les délais prévus, conformément aux articles 732, 733, 735 ou 736, est passible d'une pénalité égale au moins élevé de \$500 ou de cinq pour cent de l'impôt non payé au moment où cette déclaration doit être produite.»

2. Le présent article s'applique à l'égard d'une déclaration fiscale dont la date ultime de production est postérieure à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

**27.** 1. La Partie IV de ladite loi est remplacée par la suivante:

## «PARTIE IV

## «TAXE SUR LE CAPITAL

## «LIVRE I

## «DÉFINITIONS

«**843.** Dans la présente partie et dans les règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

«année d'imposition»: un exercice financier au sens que lui donne la partie I;

«banque»: une banque à laquelle la Loi sur les banques (Statuts du Canada) ou la Loi sur les banques d'épargne du Québec (Statuts du Canada) s'applique;

«corporation»: une corporation au sens que lui donne l'article 1;

«entreprise»: une entreprise au sens que lui donne l'article 1;

«établissement»: un établissement au sens qui lui donne l'article 1;

«ministre»: le ministre du revenu;

«prescrit»: prescrit au sens que lui donne l'article 1;

«règlement»: un règlement adopté par le gouvernement en vertu de la présente partie;

«revenu brut»: le revenu brut au sens que lui donne l'article 1;

«surplus»: les surplus d'une corporation, et comprend tout montant par lequel un bien a été évalué en excédent de son coût.

## «LIVRE II

## «ASSUJETTISSEMENT ET MONTANT DE LA TAXE

«**844.** Toute corporation ayant un établissement au Québec à un moment quelconque d'une année d'imposition doit payer, pour cette année, une taxe sur son capital versé montré aux livres et aux états financiers soumis aux actionnaires pour cette année d'imposition.

«**845.** La taxe payable par une corporation pour chaque année d'imposition est égale:

a) dans le cas d'une banque, d'une corporation de prêts ou d'une corporation de fiducie, à trois cinquièmes de un pour cent de son capital versé;

b) dans le cas d'une corporation minière qui n'a pas atteint le stade de la production, à \$100;

c) dans le cas de toute autre corporation, sauf une corporation d'assurance au sens que lui donne la Loi sur les assurances (1974, chapitre 70), une caisse d'épargne et de crédit au sens qui lui donne l'article 605, une association coopérative, un syndicat coopératif ou une société coopérative agricole régis par la Loi des associations coopératives (Statuts refondus, 1964, chapitre 292), par la Loi des syndicats coopératifs (Statuts refondus, 1964, chapitre 294) ou par la Loi des sociétés coopératives agricoles (Statuts refondus, 1964, chapitre 124), à trois dixièmes de un pour cent de son capital versé.

«**846.** Lorsqu'une corporation, visée à l'article 844, a un établissement situé en dehors du Québec, la taxe payable par cette corporation est égale à la partie de la taxe établie en vertu de l'article 845 représentée par la proportion qui existe entre les affaires faites au Québec et l'ensemble de celles faites au Québec et ailleurs, telles que déterminées par règlement.

«**847.** Lorsque l'année d'imposition d'une corporation couvre une période de moins de trois cent cinquante-neuf jours, cette corporation doit payer la taxe établie par ailleurs dans la proportion que représente, par rapport à trois cent soixante-cinq, le nombre de jours dans son année d'imposition.

«**848.** En aucun cas, la taxe payable par une corporation, autre qu'une corporation exonérée en vertu des articles 856 et 857, ne peut être inférieure à \$100.

### «LIVRE III

#### «CALCUL DU CAPITAL VERSÉ

#### «TITRE I

##### «CORPORATIONS AUTRES QUE LES BANQUES, LES CORPORATIONS DE PRÊTS OU DE FIDUCIE

«**849.** 1. Dans la présente partie, le capital versé d'une corporation comprend:

a) le capital-actions versé et tout intérêt de participation de la nature du capital-actions;



b) les surplus, provisions et réserves, sauf celles pour amortissement ou épuisement et celles qui sont permises par la partie I dans la mesure où elles ont été déduites dans le calcul du revenu en application de cette partie;

c) une dette contractée ou assumée par elle, représentée par une obligation, une hypothèque, une obligation à intérêt conditionnel, un droit de gage ou par tout autre titre de créance garantie par un bien de la corporation;

d) les prêts et avances consentis directement ou indirectement à la corporation par un actionnaire, par une personne avec laquelle un actionnaire a un lien de dépendance au sens que lui donne la partie I, ou par toute autre corporation;

e) toute autre dette dans la mesure où elle existe depuis plus de six mois.

2. Une dette remboursée avant la fin de l'année d'imposition est réputée être une dette à la fin de cette année lorsqu'il est établi que ce remboursement a été fait comme partie d'une série de prêts et remboursements dans le but de réduire indûment le capital versé.

3. Une corporation qui a un intérêt dans une société ou dans une entreprise conjointe doit inclure dans le calcul de son capital versé les montants qui seraient inclus dans le calcul du capital versé de cette société ou entreprise conjointe en vertu du présent article et des articles 850 et 851, si cette société ou entreprise conjointe était une corporation, dans la proportion que représente son intérêt dans la société ou entreprise conjointe par rapport à l'intérêt de toutes les personnes dans ladite société ou entreprise conjointe.

Cependant, la corporation ne doit pas inclure ni déduire dans le calcul de son capital versé un montant montré aux livres et aux états financiers de la société ou de l'entreprise conjointe résultant d'une opération intervenue entre la société ou l'entreprise conjointe et ses membres.

«**850.** Une corporation peut déduire dans le calcul de son capital versé:

a) le montant de son déficit;

b) les frais afférents à l'émission d'actions ou obligations, y compris l'escompte, dans la mesure où ils n'ont pas servi à réduire son surplus ni son capital-actions versé;

c) tout autre montant prescrit.

«**851.** 1. Le capital versé d'une corporation, calculé après l'application des articles 849 et 850, est réduit dans la proportion

que représente, par rapport au montant de son actif, l'ensemble de la valeur de ses placements dans les actions et obligations d'autres corporations et du montant des prêts et avances à d'autres corporations.

2. Sont réputés ne pas être des prêts et avances à d'autres corporations:

a) les argents en dépôt auprès d'une corporation habilitée à les recevoir, ainsi que les prêts consentis à une telle corporation;

b) les montants à recevoir par une filiale d'une corporation-mère dont le siège social est en dehors du Canada;

c) les montants à recevoir par la corporation en vertu d'un contrat de location ou de crédit-bail.

3. Le montant de l'actif d'une corporation est celui montré aux états financiers, déduction faite des provisions et réserves pour amortissement ou épuisement et de celle pour créances douteuses dans mesure où elle a été déduite dans le calcul du revenu en application de la partie I, auquel doit être ajouté:

a) tout montant ayant réduit le montant de l'actif et qui doit être inclus dans le capital versé; et

b) le montant de l'actif d'une société ou entreprise conjointe dans la proportion que représente l'intérêt de cette corporation dans la société ou entreprise conjointe par rapport à l'intérêt de toutes les personnes dans ladite société ou entreprise conjointe, moins le montant de cet intérêt montré aux états financiers de la corporation.

4. Aux fins du sous-paragraphe b du paragraphe 3, une corporation ne doit pas inclure dans le calcul du montant de son actif un montant montré aux livres et aux états financiers de la société ou de l'entreprise conjointe résultant d'une opération intervenue entre la société ou l'entreprise conjointe et ses membres.

«**852.** La réduction prévue à l'article 851 ne s'applique pas au calcul du capital versé d'une corporation faisant le commerce de valeurs mobilières, au sens de la Loi des valeurs mobilières (Statuts refondus, 1964, chapitre 274).

## «TITRE II

### « BANQUES, CORPORATIONS DE PRÊTS OU DE FIDUCIE

«**853.** Le capital versé d'une banque est égal à l'ensemble des montants suivants:

a) le capital-actions versé;

b) la réserve requise par la Banque du Canada ainsi que les autres réserves et provisions, sauf celles pour amortissement ou épuisement et celles qui sont permises par la partie I dans la mesure où elles ont été déduites dans le calcul du revenu en application de cette partie;

c) les bénéfices non répartis.

«**854.** Le capital versé d'une corporation de prêts ou d'une corporation de fiducie est égal à l'ensemble des montants suivants:

a) le capital-actions versé;

b) les provisions et réserves, sauf celles pour amortissement ou épuisement et celles qui sont permises par la partie I dans la mesure où elles ont été déduites dans le calcul du revenu en application de cette partie;

c) le surplus.

## «LIVRE IV

### «DISPOSITIONS DIVERSES

«**855.** Aux fins de la présente partie, une corporation doit produire les états financiers d'une société ou d'une entreprise conjointe, dans laquelle elle a un intérêt, relatifs à l'exercice financier dont la date de fermeture coïncide avec celle de l'exercice financier de la corporation ou qui, selon le cas, lui est immédiatement antérieure.

«**856.** Toute corporation exonérée d'impôt en vertu des articles 712 à 728 ou 730 ou toute corporation dont les biens sont réputés être les biens d'une fiducie non testamentaire visée à l'article 639*y* est exonérée de la taxe sur le capital.

Toutefois, toute corporation qui est soustraite par l'article 181 à l'application de l'article 717 n'est pas exonérée de la taxe.

De plus, toute corporation qui est un organisme de charité, au sens de l'article 1, ou dont les biens sont réputés être les biens d'une fiducie non testamentaire visée à l'article 639*y*, et qui est exonérée de la taxe en vertu du premier alinéa doit cependant payer la taxe sur son capital versé qui se rapporte à une entreprise qu'elle exerce.

«**857.** Le gouvernement peut faire des règlements:

a) pour exonérer, aux conditions qu'il prescrit, toute corporation en liquidation ou sous séquestre, toute corporation n'exer-

cant pas d'activité ou toute corporation constituée pour fins culturelles, agricoles, de drainage ou d'aqueduc;

b) pour déterminer ce qui constitue un placement;

c) pour déterminer le capital versé d'une corporation qui ne réside pas au Canada;

d) pour prescrire les mesures requises pour l'application de la présente partie.

«**858.** Les articles 732 à 806 s'appliquent, en les adaptant, à la présente partie, sauf dispositions inconciliables.»

2. Le présent article s'applique à compter du 1<sup>er</sup> avril 1979, à l'exception de l'article 858 lorsqu'il réfère à l'article 755, édicté par le présent article, auquel cas il s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1980.

3. La partie IV de la Loi sur les impôts, telle qu'elle se lisait le 31 mars 1979, continue de s'appliquer aux corporations y assujetties et non-exonérées, pour une période de 18 mois suivant immédiatement la date de fermeture de leur dernier exercice financier terminé avant le 1<sup>er</sup> avril 1979, ou, en l'absence d'un tel exercice, pour la période qui chevauche le 31 mars 1979 et pour laquelle une taxe est exigible en vertu de cette partie; cependant,

a) aucune taxe n'est payable lorsque son paiement devait autrement être effectué après le 31 mars 1979 par une corporation qui n'a pas d'établissement du Québec après cette date;

b) aucune taxe n'est payable en vertu des livres III ou IV lorsque son paiement devait autrement être effectué par une corporation après le 31 mars 1979; et

c) aucun rabais ou remboursement d'une taxe dont le paiement doit être effectué avant le 1<sup>er</sup> avril 1979 ne peut être effectué à l'égard d'une corporation visée au sous-paragraphe a ou b.

4. Malgré les articles 845, 847 et 848, édictés par le présent article, la taxe payable par une corporation est égale:

a) pour l'année d'imposition qui comprend le 1<sup>er</sup> avril 1979, au produit de la multiplication du capital versé calculé en vertu du paragraphe 1 par l'excédent du taux d'imposition qui y est prévu sur celui qui s'applique à cette corporation en vertu de la partie IV de la Loi sur les impôts, telle qu'elle se lisait le 31 mars 1979, dans la proportion que représente, par rapport à trois cent soixante-cinq, le nombre de jours au cours de cette année d'imposition compris entre le 31 mars 1979 et la fin de cette année d'imposition;

b) pour une année d'imposition subséquente à celle mentionnée au sous-paragraphe a et qui inclut une période à l'égard de

laquelle une taxe sur le capital est exigible en vertu de la partie IV de la Loi sur les impôts, telle qu'elle se lisait le 31 mars 1979, à l'ensemble des montants suivants:

i) le produit de la multiplication du montant du capital versé calculé en vertu du paragraphe 1 par l'excédent du taux d'imposition qui y est prévu sur celui qui s'applique à cette corporation en vertu de la partie IV de la Loi sur les impôts, telle qu'elle se lisait le 31 mars 1979, dans la proportion que représente, par rapport à trois cent soixante-cinq, le nombre de jours au cours de cette année d'imposition pour lequel une taxe sur le capital est exigible en vertu de cette partie; et

ii) le produit de la multiplication du montant du capital versé calculé en vertu du paragraphe 1 par le taux d'imposition qui y est prévu, dans la proportion que représente, par rapport à trois cent soixante-cinq, le nombre de jours au cours de cette année d'imposition pour lequel aucune taxe sur le capital n'est exigible en vertu de la partie IV de la Loi sur les impôts, telle qu'elle se lisait le 31 mars 1979.

5. Toute corporation assujettie en vertu de la partie IV édictée par le présent article doit payer au ministre:

a) au plus tard le 30 septembre 1979, pour la période du 1er avril 1979 au 31 décembre 1979, l'ensemble des montants suivants:

i) le produit de la multiplication du montant du capital versé calculé en vertu du paragraphe 1 par l'excédent du taux d'imposition qui y est prévu sur celui qui s'applique à cette corporation en vertu de la partie IV de la Loi sur les impôts, telle qu'elle se lisait le 31 mars 1979, dans la proportion que représente, par rapport à douze, le nombre de mois au cours de cette période pour lequel une taxe sur le capital est exigible en vertu de cette partie; et

ii) le produit de la multiplication du montant du capital versé calculé en vertu du paragraphe 1 par le taux d'imposition qui y est prévu dans la proportion que représente, par rapport à douze, le nombre de mois au cours de cette période pour lequel aucune taxe sur le capital n'est exigible en vertu de la partie IV de la Loi sur les impôts, telle qu'elle se lisait le 31 mars 1979;

b) malgré l'article 858 lorsqu'il réfère à l'article 755, édicté par le présent article, au plus tard le dernier jour de chaque mois postérieur au 31 décembre 1979 et compris dans la période visée au paragraphe 3, un montant égal à un douzième du produit de la multiplication du montant du capital versé calculé en vertu du paragraphe 1 par l'excédent calculé au sous-paragraphe a.

Aux fins du présent paragraphe, le capital versé est celui de la fin de l'année d'imposition de la corporation postérieure au 31

mars 1979 qui est la plus rapprochée du 30 septembre 1979 et, lorsque la corporation a un établissement situé en dehors du Québec, l'ensemble visé au sous-paragraphe *a* ou le montant visé au sous-paragraphe *b* est égal à la partie de cet ensemble ou, selon le cas, de ce montant représentée par la proportion visée à l'article 846 pour cette année d'imposition.

6. Aux fins des paragraphes 4 et 5, le taux d'imposition applicable à une corporation en vertu de la partie IV de la Loi sur les impôts, telle qu'elle se lisait le 31 mars 1979, est réputé égal à un cinquième de un pour cent en l'absence d'un tel taux et égal à zéro dans le cas d'une corporation exonérée en vertu de cette partie.

7. Toute corporation, dont aucune taxe n'est exigible en vertu de la partie IV de la Loi sur les impôts, telle qu'elle se lisait le 31 mars 1979, et qui est assujettie en vertu du paragraphe 1, doit payer la taxe établie par ailleurs, pour l'exercice financier en cours le 1<sup>er</sup> avril 1979, dans la proportion que représente, par rapport à trois cent soixante-cinq, le nombre de jours entre le 31 mars 1979 et la fin de cet exercice.

8. Aux fins de l'article 858 lorsqu'il réfère à l'article 755, l'acompte provisionnel de base ou la taxe estimée pour une année d'imposition qui comprend un mois dans la période visée au paragraphe 3 se calcule comme si le paragraphe 1 s'appliquait à toute l'année d'imposition.

9. L'article 845 édicté par le paragraphe 1 et les paragraphes 4 et 5 ne s'appliquent pas à une corporation minière pour l'année d'imposition qui comprend le 1<sup>er</sup> avril 1979 lorsqu'elle n'a pas atteint le stade de la production à la fin de cette année.

Il en est de même lorsque cette corporation n'a pas atteint le stade de la production à la fin de la première année d'imposition subséquente à celle visée au premier alinéa; dans ce cas, elle doit, au plus tard le dernier jour du deuxième mois qui suit cette année subséquente, payer au ministre une taxe de \$50 pour l'année.

**28.** 1. La partie V de ladite loi est modifiée:

*a)* par le remplacement de l'article 872 par le suivant:

«**872.** Toute corporation qui fait le raffinage du pétrole au Québec doit payer au ministre du revenu, en plus de la taxe prévue à la partie IV, une taxe annuelle additionnelle de un tiers de un pour cent du montant de son capital versé, au sens des articles 849 à 852.»;

*b)* par le remplacement de l'article 875*a* par le suivant:

«**875a.** Les articles 732 à 806 et 857 s'appliquent à la présente partie, en les adaptant, sauf dispositions inconciliables.»

2. Le présent article s'applique à compter du 1<sup>er</sup> avril 1979.

**29.** 1. La partie VI de ladite loi est modifiée:

a) par le remplacement du paragraphe *a* de l'article 876 par le suivant:

«*a*) «corporation d'assurance» signifie toute corporation d'assurance au sens que lui donne l'article 1 et comprend toute association ou groupe de personnes qui exercent un tel commerce;»;

b) par le remplacement du paragraphe *c* dudit article par le suivant:

«*c*) «exercer une entreprise au Québec» signifie y exercer l'un des droits, pouvoirs ou objets corporatifs d'une corporation, y posséder quelque bien ou y avoir un établissement au sens que lui donne l'article 1.»;

c) par l'abrogation de l'article 879;

d) par l'abrogation de l'article 883;

e) par le remplacement des articles 884 et 884*a* par les suivants:

«**884.** L'article 857 s'applique, en l'adaptant, à la présente partie.

«**884a.** Les articles 732 à 806 s'appliquent à la présente partie, en les adaptant, sauf dispositions inconciliables.»

2. Le présent article s'applique à compter du 1<sup>er</sup> avril 1979. Toutefois, l'article 883 de la Loi sur les impôts, tel qu'il se lisait le 31 mars 1979, continue de s'appliquer à toute corporation d'assurance jusqu'à la fin de l'année d'imposition en cours le 1<sup>er</sup> avril 1979.

**30.** 1. L'article 885 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant:

«*c*) «corporation» a le sens que lui donne l'article 1;».

2. Le présent article s'applique à compter du 1<sup>er</sup> avril 1979.

**31.** 1. L'article 897*b* de ladite loi, édicté par l'article 77 du chapitre 37 des lois de 1978, est modifié par le remplacement des premier et deuxième alinéas par le suivant:

«Toute distribution de capital d'une fiducie, autre qu'une fiducie visée aux paragraphes *d* à *h* et *j* de l'article 730, est

réputée être un don, sauf s'il s'agit d'une distribution de capital effectuée en faveur d'un bénéficiaire qui a été assujéti à des droits successoraux relativement au bien de la fiducie ainsi distribué ou tout bien y substitué.»

2. Le présent article s'applique à compter du (*inscrire ici la date du dépôt du présent projet de loi*).

**32.** 1. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 897c de l'article suivant:

«**897d.** 1. Lorsqu'une distribution de capital est effectuée à un bénéficiaire d'une fiducie et que cette distribution est réputée être un don au sens de l'article 897b, il peut être déduit de l'impôt autrement payable le moindre de cet impôt ou de l'impôt admissible si cette distribution survient dans les dix années qui suivent la date de la création de la fiducie.

Lorsque la distribution visée à l'alinéa précédent est effectuée entre la dixième et la vingt et unième année suivant la date de création de la fiducie, la déduction qui y est prévue doit être diminuée de 10 pour cent pour chaque année ou partie d'année entre la dixième année et le moment où la distribution est effectuée.

2. Aux fins du paragraphe 1, l'impôt admissible est celui qui a été payé par suite de la création de la fiducie ou d'une contribution de capital ultérieure qui survient dans les dix ans de la création de la fiducie, diminué de tout montant déjà déduit en vertu dudit paragraphe.»

2. Le présent article s'applique à compter du (*inscrire ici la date du dépôt du présent projet de loi*).

**33.** 1. L'article 907 de ladite loi, modifié par l'article 48 du chapitre 18 des lois de 1974 et l'article 215 du chapitre 26 des lois de 1978, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«i) une renonciation faite, en faveur du conjoint de la personne décédée, par un bénéficiaire de la succession de ladite personne.»

2. Le présent article s'applique à toute succession ouverte après le 18 avril 1978.

**34.** 1. L'article 31 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 24) est remplacé par le suivant:

«**31.** L'article 30 ne s'applique pas lorsque l'un ou l'autre des articles 366, 367a ou 370 de la Loi sur les impôts s'applique



à l'égard de l'aliénation, par un contribuable, d'un bien amortissable d'une catégorie prescrite en faveur d'un cessionnaire visé dans cet article 366, 367a ou 370, selon le cas. Toutefois, lorsque le cessionnaire aliène subséquemment ce bien, l'article 30 s'applique comme si le cessionnaire l'avait acquis avant 1972 et en était resté continuellement propriétaire depuis le 31 décembre 1971 jusqu'au moment de l'aliénation subséquente.»

2. Le présent article s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien après 1978.

**35.** 1. L'article 6 de la Loi sur les droits successoraux (1978, chapitre 37) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Tout bien à l'égard duquel le droit d'un bénéficiaire s'ouvre au décès ou à l'occasion du décès d'un grevé ou d'un bénéficiaire du revenu, selon le cas, est réputé transmis à ce bénéficiaire en raison de ce décès, sauf lorsque ce bénéficiaire est un grevé ou bénéficiaire du revenu qui est au même degré de filiation, par rapport au disposant, que le bénéficiaire décédé.»

2. Le présent article s'applique à compter du 19 avril 1978.

**36.** 1. L'article 67 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**67.** Le gouvernement peut faire des règlements:

a) pour prescrire les conditions que doit remplir une corporation pour se qualifier comme corporation privée;

b) pour relever le ministre de l'obligation de délivrer un permis de disposer à l'égard de certains biens et pour valider le transfert de tels biens;

c) pour généralement prescrire les mesures requises pour l'application de la présente loi.»

2. Le présent article s'applique à compter du (*inscrire la date du dépôt du présent projet de loi*).

**37.** L'article 31 de la Loi des droits sur les transferts de terrains (1976, chapitre 23), modifié par l'article 4 du chapitre 24 des lois de 1976, est de nouveau modifié par le remplacement de la partie du paragraphe 1 qui précède le sous-paragraphe a par ce qui suit:

«**31.** 1. Le paiement des droits est différé dans le cas où le cessionnaire déclare que le terrain qui fait l'objet du transfert n'est pas situé, en totalité ou en partie, dans une aire retenue pour fins de contrôle ou dans une zone agricole établie suivant la Loi sur la protection du territoire agricole (1978, chapitre 10) et

qu'il en a acquis la totalité pour l'une des fins suivantes, pourvu que l'étendue et la valeur du terrain soient raisonnables eu égard aux circonstances:».

**38.** 1. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 37, du suivant:

«**37a.** Malgré l'article 37, lorsqu'un cessionnaire a obtenu que le paiement des droits relatifs au transfert d'un terrain soit différé en vertu de l'article 31, que ce terrain n'était pas, au moment du transfert, situé, en totalité ou en partie, dans une aire retenue pour fins de contrôle ou une zone agricole établie suivant la Loi sur la protection du territoire agricole, qu'à la date de l'expiration du délai prévu par cet article 31 le terrain est situé, en totalité ou en partie, dans une telle aire ou une telle zone et que le cessionnaire n'a pu, en raison de l'application de la Loi sur la protection du territoire agricole, satisfaire aux conditions prévues par cet article 31 dans le délai y prévu, le cessionnaire est réputé avoir satisfait à ces conditions dans le délai prévu et le ministre doit, sur demande du cessionnaire, faire une nouvelle cotisation annulant l'obligation de payer les droits en question.»

2. Le présent article a effet depuis le 9 novembre 1978.

**39.** La Loi du pourcentage sur les honoraires de certains officiers publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 81) est abrogée.

**40.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.